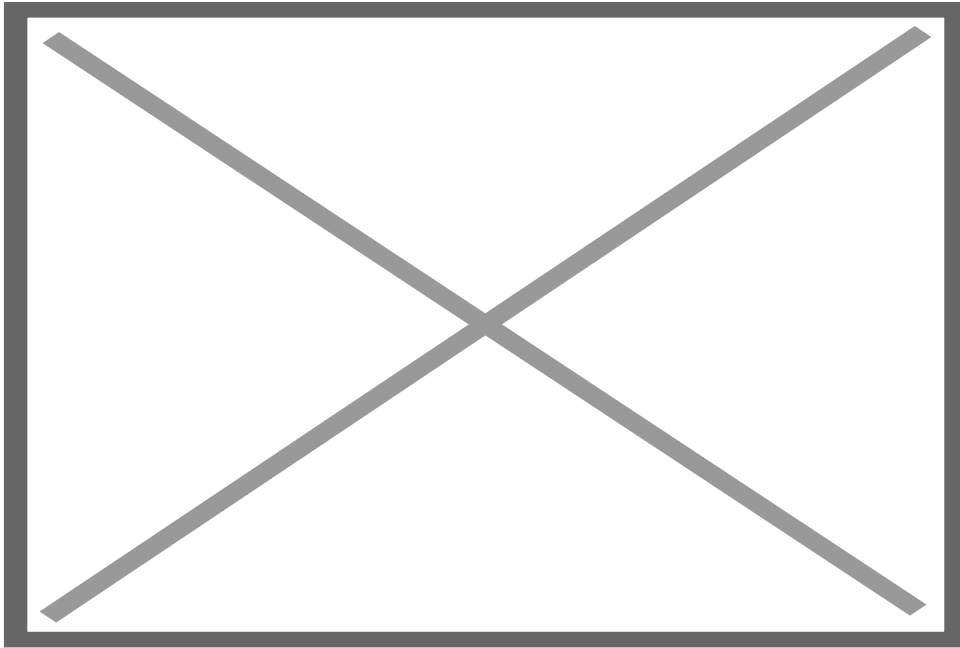


Israël normalise les crimes de guerre à Gaza

Description

Maureen Clare Murphy le 13 août 2018



Des infirmiers palestiniens s'occupent d'un manifestant blessé le 10 août par les balles des soldats israéliens pendant les manifestations de la Grande Marche du Retour à Khan Younis, au sud de la Bande de Gaza. (Ashraf Amra / APA images)

La crise du carburant à Gaza demeure sans solution une semaine après qu'un responsable humanitaire des Nations Unies ait averti que cela allait bientôt entraîner la fermeture des hôpitaux et des équipements de traitement de l'eau.

« Malgré notre engagement continu avec les services concernés, nous n'avons vu venir aucun préparatif pour contenir la crise du carburant qui met en danger les services et équipements de santé dans la Bande de Gaza », a déclaré lundi le ministre de la Santé du territoire.

Six associations de droits de l'Homme ont adressé jeudi en urgence une requête auprès de la Haute Cour pour qu'elle révoque toutes les restrictions de circulation des marchandises par le seul passage commercial de Gaza, qui est contrôlé par Israël.

Israël a resserré il y a un mois son blocus sur Gaza, interdisant les importations et les exportations depuis le territoire, à l'exception, selon son bon vouloir, de la nourriture et des médicaments.

Gisha, l'une des associations qui s'adressent à la Haute Cour d'Israël, a fait remarquer que « l'économie d'ampleur de Gaza est presque entièrement dépendante du fonctionnement

de ce passage contrôlé par Israël, ajoutant que les nouvelles sanctions « menacent une situation humanitaire désastreuse ». Le renforcement du blocus est un nouveau désastre pour l'économie de Gaza, plus que détruite après 11 ans de siège et la succession d'agressions militaires de grande ampleur.

Le chômage avait grimpé à plus de 50 % même avant l'interdiction le mois dernier de la circulation des marchandises.

Punition collective

L'interdiction des exportations et importations est une forme de punition collective qu'Israël a admise « dans l'intention d'augmenter la pression sur le Hamas en réponse aux cerfs-volants et ballons incendiaires lancés depuis Gaza », a déclaré Gisha.

« Punir collectivement la population civile pour des actions qui sont hors de son contrôle est la fois immoral et illégal, propulsant encore plus Gaza vers un désastre humanitaire prévisible », a ajouté Gisha.

La punition collective est une violation de l'Article 33 de la Quatrième Convention de Genève.

En 2010, le Comité International de la Croix Rouge a assuré que le blocus d'Israël sur Gaza « imposé après que le Hamas ait remporté les élections législatives et commencé à gérer les affaires internes du territoire en 2007 » « constitue une punition collective en violation évidente des obligations d'Israël selon le droit humanitaire international ».

Le quotidien israélien *Haaretz* a rapporté que la Haute Cour a ordonné à l'État de répondre ici dimanche la requête.

Citant un rapport émis par une association d'industriels, *Haaretz* a ajouté que la fermeture continue du passage commercial aboutira à la fermeture de centaines de sociétés.

« Quelques 350 sociétés ont cessé de travailler au cours du mois dernier, et l'association dit que, si la fermeture se maintient, environ la moitié des 1.800 sociétés qui fonctionnent actuellement à Gaza fermeront et plus de 1.500 ouvriers seront renvoyés », a écrit le journal.

Les assassinats bien réfléchis d'Israël

Haaretz a écrit dimanche qu'Israël « était prêt à assassiner les représentants du Hamas à Gaza en réaction aux manifestations de la Grande Marche du Retour tenues le long du périmètre oriental du territoire depuis le 30 mars.

Israël a tué plus de 125 Palestiniens pendant les manifestations de la Grande Marche du Retour, et 50 autres hommes, femmes et enfants de Gaza dans d'autres circonstances depuis cette date.

Lundi, le ministre israélien de la Défense a fait cette étrange déclaration, disant que tout Palestinien tué par Israël à Gaza depuis le 30 mars « était un membre du Hamas » affirmation retirée plus tard par son bureau.

« Depuis le déclenchement des événements de la Marche du Retour, le Hamas a subi 168 morts, 4.348 blessés et la destruction de dizaines d'installations », a déclaré Avigdor Lieberman.

<https://twitter.com/benabyad/status/1028935749180248064>

Il est facile de démontrer que la déclaration de Lieberman est mensongère. Parmi les tués, il y avait une femme enceinte et sa toute petite fille qui dormaient chez elles quand leur maison a été prise dans une frappe aérienne, ainsi que 23 enfants, dont certains d'à peine 11 ans, abattus au cours des manifestations.

Elle n'est pas non plus fondée sur la légalité des actions d'Israël, ont affirmé prudemment les associations de droits de l'Homme.

En juillet, Lieberman a confirmé par inadvertance qu'il ne faisait aucune distinction entre les civils et les combattants tués au cours de la répression incessante des manifestations populaires.

« Il y a 159 terroristes morts, il y a quelque 5.000 blessés », a-t-il déclaré.

Le principe de distinctions entre civils et combattants est la première règle du droit humanitaire international qui régit les conflits armés.

Les procureurs de la Cour Pénale Internationale, qui examinent actuellement la situation à Gaza, pourraient donc éventuellement considérer les déclarations de Lieberman comme une preuve de l'intention de commettre des crimes de guerre.

Mensonges et menaces de Lieberman

Lieberman avait prudemment prétendu sans fondement que Yaser Murtaja, journaliste qui portait un gilet pare-balles marqué du mot PRESS quand il a été mortellement blessé le 6 avril par un tireur d'élite israélien, était un membre haut gradé de la branche armée du Hamas qui utilisait des drones pour recueillir des renseignements sur les forces israéliennes.

La Fédération Internationale des Journalistes a accusé Israël de forger des mensonges pour justifier ce meurtre dans le cas de Murtaja.

Lieberman a semble-il dit la fin de la réunion de lundi avec le chef d'État major de l'armée israélienne et d'autres responsables de l'armée et du renseignement : « Je veux remercier les commandants et les soldats d'élite, qui sont imprégnés de l'esprit du combat et accomplissent la tâche sacrée d'assurer la sécurité des citoyens d'Israël. »

Il a aussi annoncé l'intention d'Israël d'infliger encore plus de violence à Gaza après avoir pilonné le territoire la semaine dernière avec plus de 150 frappes.

« La question du prochain round n'est pas une question de si mais de quand. Je suis sûr que nous ferons ce qui est nécessaire, avec les moyens qui s'imposent », a-t-il déclaré, selon les médias israéliens.

Projets pour Gaza

On dit que l'armée cherche à diffuser une confrontation totale au moins jusqu'à la fin de l'année prochaine, où un « obstacle sur et sous terre » prévu le long du périmètre de Gaza devrait être achevé.

Haaaretz a écrit : « L'achèvement de la barrière sera l'événement stratégique le plus important sur le front de Gaza, a dit récemment dans un forum fermé un haut fonctionnaire de la défense. »

Ce genre de calcul montre encore plus que, comme je l'ai écrit le mois dernier, toute attaque majeure à l'avenir sur Gaza sera l'une de ces guerres qu'Israël choisit dans le but de maintenir sa domination à travers l'assujettissement violent et permanent de millions de Palestiniens.

Le mois dernier, Lieberman a indiqué qu'Israël allait une fois de plus cibler les civils palestiniens dans toute opération d'importance afin d'arracher des concessions politiques au Hamas.

« Malheureusement, les résidents de Gaza feront partie de ceux qui auront à payer le prix », a déclaré le ministre de la Défense.

Israël a ciblé les infrastructures civiles pendant sa campagne de bombardements sur Gaza la semaine dernière.

Centre culturel ciblé

Des drones et avions de guerre ont frappé jeudi de plusieurs missiles un bâtiment qui abritait l'Institut Said al-Mishal pour la Culture et la Science et la bibliothèque égyptienne à Gaza.

Al Mezan association de défense des droits de l'Homme basée à Gaza, a dit qu'au moins 24 personnes ont été blessées au cours des attaques aériennes, parmi lesquelles quatre enfants, quatre femmes et un journaliste. Les bâtiments voisins ont subi des dommages considérables.

Déjà, Al Mezan, l'Institut Said al-Mishal a été fondé en 1996 pour promouvoir le développement culturel en fournissant de l'espace, des ressources et des opportunités pour les enfants et jeunes créatifs à Gaza.

Il a ouvert un centre culturel en 2004 proposant « un théâtre, une salle de conférences, une bibliothèque et une bibliothèque numérique, un centre d'études et de recherche et des laboratoires informatiques », ainsi que des galeries d'expositions artistiques.

« Un centre culturel est une propriété civile jouissant de la protection du droit international, comme défini dans l'article 53 de la Quatrième Convention de Genève », a déclaré Al Mezan.

Les sites culturels sont également sous la protection de la Convention de La Haye et du Protocole Additionnel I aux Conventions de Genève, « qui interdit toute attaque répressive sur une propriété culturelle, ainsi que selon les principes définis par l'UNESCO », a ajouté Al Mezan.

« La destruction gratuite du centre culturel, qui n'offre à Israël aucun bénéfice militaire, fait penser à une action de représailles », d'après l'association de défense des droits.

Remarquant que « les attaques contre des cibles civiles sont devenues une caractéristique de l'engagement militaire d'Israël dans la Bande de Gaza », Al Mezan a ajouté que ce genre d'attaques « ne doit pas se normaliser ».

Infirmier tué

Cependant, l'Organisation Mondiale de la Santé a réitéré son appel à protéger les travailleurs de la santé, les patients et les infrastructures de santé à la suite de l'assassinat d'un infirmier au cours des manifestations de la Grande Marche du Retour de vendredi dernier.

Abdallah al-Qatiti, 22 ans, était un infirmier bénévole qui prodiguait des soins à un homme de 55 ans qui avait été atteint, quand lui aussi s'est retrouvé sous les tirs.

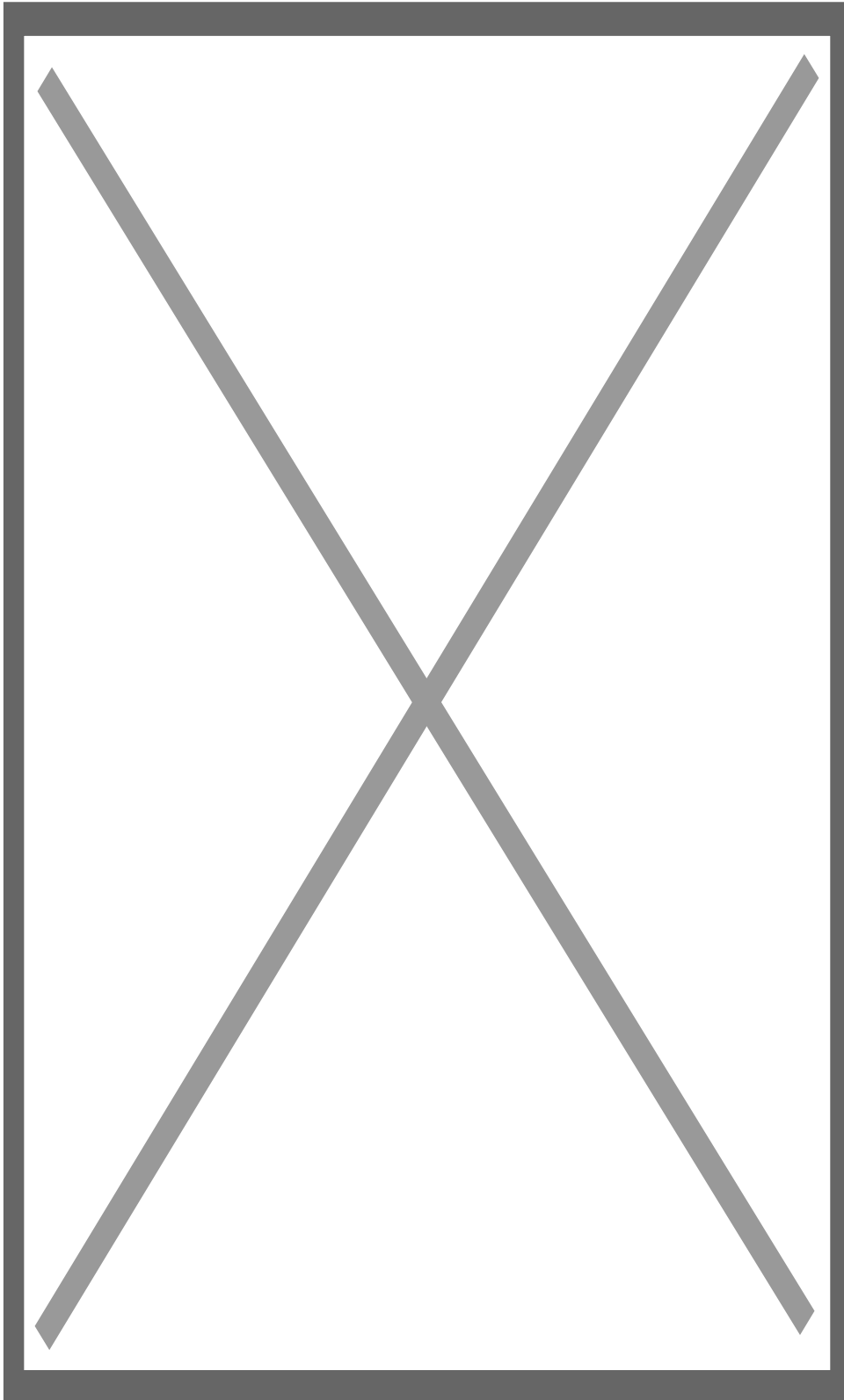
Et al-Qatiti et le patient blessé dont il s'occupait, Ali al-Aloul, ont succombé à leurs blessures.

Troisième infirmier tué pendant les manifestations de la Grande Marche du Retour, al-Qatiti était en dernière année de son diplôme de psychologie à l'université de Gaza ville.

Depuis janvier, il travaillait comme bénévole avec Nabd al-Hayat (Le Pouls de la vie Vie), fournissant une formation aux premiers soins et à la santé mentale et au soutien psychologique dans la région de Rafah au sud de Gaza, selon l'Organisation Mondiale de la Santé.

Al-Qatiti et Nabd al-Hayat étaient volontaires en tant que premiers intervenants depuis le début des manifestations de la Grande Marche du Retour.

Il « aimait être photographié dans sa blouse blanche, et ses collègues disent qu'il était fier du travail qu'il faisait et du service qu'il offrait à sa communauté », a déclaré l'Organisation Mondiale de la Santé.



Abdallah al-Qatiti, ã droite, a ã©tã© tuã© le 10 aoã»t. (WHO)

<https://twitter.com/WHOOpt1/status/1028564856922943489>

Samedi, un troisième Palestinien, Ahmad amal Suleiman Abu Luli, 40 ans, a succombé des blessures reçues la veille à l'Est de Rafah.

Wissam Yousif Hijazi, 30 ans, est mort lundi de blessures reçues le 14 mai, jour de la plus mortifère jusqu'ici de la Grande Marche du Retour.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine
Source : [The Electronic Intifada](#)

date créée
2018/08/16